

2012/2/2 Abstract: L'ISAF se retire - mais la guerre continue en Afghanistan

Wulf Lapins

Il n'est pas surprenant qu'après la mort d'Osama Ben Laden, chef d'Al Qu'aida, une discussion intense éclata quant au retrait précoce des contingents ISAF - plus tôt que décidé au sommet de l'OTAN le 20 novembre 2010 à Londres. Néanmoins, la base légale internationale de l'opération ISAF n'a pas du tout disparu suite à la liquidation de Ben Laden. Dans ce contexte, on ne peut pas non plus justifier la continuation des mandats onusiens pour l'ISAF par l'existence des quelques 200 combattants de l'Al Qu'aida qui lancent toujours des attaques terroristes en Afghanistan. L'ancienne symbiose entre l'Al Qu'aida et les Talibans djihadistes, personnifiée par Osama Ben Laden et Mullah Mohammed Omar, n'existe plus sous son ancienne forme depuis la destruction de l'Emirat Islamique d'Afghanistan par l'intervention militaire américano-britannique, intervention menée en réaction à l'attentat du 11 septembre 2001. Ainsi, c'est plutôt l'estimation continue de la résolution 1386 de 2001 que « la situation en Afghanistan constituera encore dans le futur une menace de la paix mondiale et de la sécurité internationale » Dans la résolution 1386 ce sont les manques de souveraineté, d'indépendance, d'intégrité territoriale et d'unité nationale afghane qui créent, pour le Conseil de sécurité de l'ONU, des soucis justifiés permanents pour la paix et la sécurité. L'Afghanistan est un état défaillant et met ainsi en danger la stabilité régionale déjà fragile. La coopération des différents groupements talibans venus de l'Afghanistan avec ceux du Pakistan forme sans aucun doute la caisse de résonance pour la menace de sécurité identifiée par le conseil de sécurité mondial. Après le retrait de l'ISAF en 2014, la guerre sera finie pour ce pays. La tuerie et la mort vont probablement continuer dans le pays de l'Indus à cause de la guerre, parce qu'il y a beaucoup d'indices que l'Afghanistan va sombrer dans une guerre civile après 2014, comme ce fut le cas dans les années 1990. Sans Mullah Omar assis à la table des négociations en tant qu'émir commandant et spirituel des Talibans, on ne va jamais arriver à la paix. Mais celui-ci, veut-il vraiment la paix et la réconciliation? Pluralisme social ou de nouveau imposition brachiale d'une politique missionnaire religieuse et radicale dans le cadre d'un « émirat islamiste afghan » comme déjà en 1996 ? Comment est-ce qu'on pourrait motiver le Pakistan, avec ses différents groupes de pouvoir de sécurité, à mener une politique constructive, coexistentielle et de bon voisinage avec l'Afghanistan ? De plus, qui serait capable de freiner l'Iran dans son effort de faire de l'Afghanistan un théâtre de guerre secondaire, au vrai sens du mot, contre les USA ? Sans aide fournie de l'extérieur, l'Afghanistan va devenir un état défaillant. Le pays a besoin d'aide financière pour développer son économie et garantir sa sécurité. L'occident va, encore pendant des années, rester sous la pression d'un manque de moyens budgétaires. Mullah Omar et ses Talibans, Gulbuddin Hekmatyar et le réseau Haqqani, par contre, disposent de suffisamment de temps.

